



TABLEAU DE BORD économique de l'Île-de-France

L'ÉCONOMIE FRANCILIENNE A TOUT JUSTE REPRIS SON SOUFFLE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2020

Après le choc provoqué par l'épidémie de Covid-19 au cours du premier semestre 2020, l'activité francilienne a pu reprendre son souffle au cours de l'été dernier. Ainsi, le nombre d'emplois salariés privés a augmenté de quelque 61 000 unités dans la région au troisième trimestre 2020. Ce rebond de l'emploi n'a néanmoins pas empêché le taux de chômage, jusqu'alors orienté à la baisse, de bondir de 2,0 points sur un trimestre pour atteindre 8,3 % sur l'ensemble du troisième trimestre 2020. Le nombre de passagers à Roissy et Orly qui s'était réduit de 96,5 % au printemps a quant à lui limité la baisse à 73,5 % au cours de l'été mais il ne s'est élevé qu'à 8,0 millions de juillet à septembre derniers contre 30,4 millions à la même période en 2019. Par ailleurs, le niveau des défaillances d'entreprises, au plus bas depuis fin 1992, s'explique en grande partie grâce aux dispositifs d'aide aux entreprises mais donnera une image plus réaliste des difficultés économiques provoquées par la crise sanitaire dès l'arrêt des mesures de soutien.

Conjoncture française

Après avoir chuté de 5,9 % au premier trimestre 2020, puis de 13,8 % au suivant, le PIB hexagonal a vivement rebondi au troisième trimestre 2020 : + 18,7 %. Il n'en reste pas moins inférieur de 3,9 % à son point haut d'avant la crise sanitaire. Pour fin 2020, l'Insee estime que le second confinement aurait provoqué une nouvelle contraction du PIB de 4,0 % au quatrième trimestre ; par conséquent, sur l'ensemble de 2020, le PIB français devrait avoir diminué de 9,0 % par rapport à 2019.

Dans ce contexte, 401 100 créations nettes d'emplois ont été recensées entre fin juin et fin septembre derniers ; pour autant, le déficit est encore de 295 900 unités par rapport au niveau d'avant-crise. Parallèlement, le taux de chômage s'est élevé à 8,8 % en France métropolitaine au troisième trimestre (+ 1,0 point par rapport à fin 2019) et pourrait avoir atteint 9,5 % fin 2020.

Tendances à court terme

L'économie francilienne qui avait redémarré à la fin du printemps et au cours de l'été a de nouveau été freinée par le second confinement de novembre. Les conséquences de ce dernier ont toutefois été moins violentes que celles du premier. Malgré un nouveau rebond en décembre, les premiers mois de 2021 restent marqués par le manque de visibilité entretenu par l'évolution de l'épidémie de Covid-19. Ainsi, dans l'industrie manufacturière, l'aéronautique tourne toujours au ralenti ; dans les services marchands, l'hôtellerie-restauration et, plus globalement, le tourisme restent sans perspectives ; dans le BTP, les entreprises de travaux publics sont certes confortées par la poursuite des grands chantiers mais montrent des signes d'inquiétudes compte tenu de la diminution du nombre d'appels d'offre. Quelques données relatives à fin 2020 sont disponibles et illustrent les difficultés actuelles : la demande placée de bureaux en Île-de-France a terminé l'année à son plus bas niveau depuis le début des années 2000 et le trafic de Paris Aéroport a accusé un repli de 87,5 % en novembre.

Indice de la production nationale industrielle

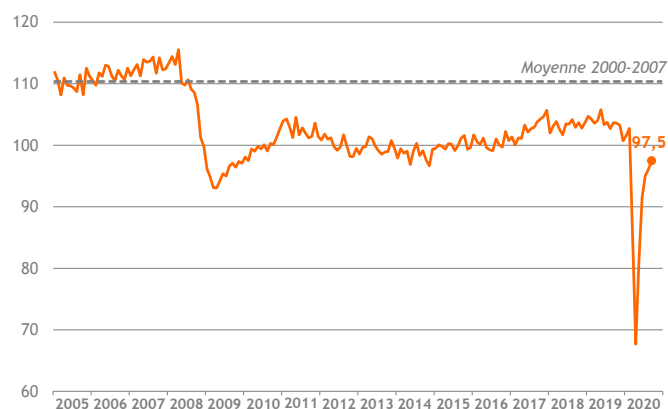
3^e trimestre 2020 - glissement annuel

- 6,9 %

Après avoir touché un point bas en avril 2020, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) hexagonal s'est ensuite redressé, d'abord vivement en mai et juin, puis plus modestement au cours du troisième trimestre. Ainsi, la production a augmenté de 3,9 % sur un mois en juillet, de 1,1 % en août et de 1,4 % en septembre ; au final, sur l'ensemble du troisième trimestre 2020, l'IPI a bondi de 20,1 % par rapport au trimestre précédent mais est resté en retrait de 6,9 % par rapport au troisième trimestre 2019. Au plan sectoriel, il est à souligner que, la fabrication de matériels de transports est l'industrie qui a enregistré la plus forte hausse au troisième trimestre 2020 (+ 58,3 % en moyenne par rapport au trimestre précédent) mais qu'elle est aussi celle qui accuse le déficit le plus marqué sur un an (- 21,0 %). Les résultats les plus récents montrent que l'activité manufacturière a continué à croire fin 2020 : + 0,8 % sur un mois en octobre, puis + 0,5 % en novembre malgré le second confinement, tout en restant inférieure de 4,2 % à son niveau de février (dernier mois avant le premier confinement).

Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

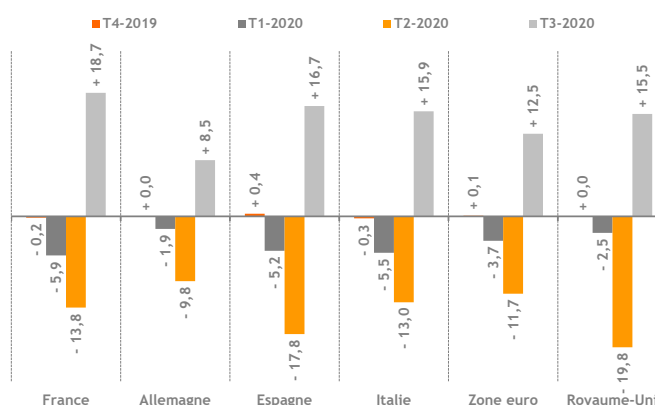
La conjoncture européenne

3^e trimestre 2020 - PIB de la zone euro

+12,5 %

Après avoir subi un creux historique au deuxième trimestre 2020, la croissance européenne a rebondi au cours de l'été 2020 ; ainsi, au troisième trimestre 2020, entre deux vagues épidémiques, le PIB a augmenté de 12,5 % par rapport au deuxième trimestre 2020 dans la zone euro et de 11,5 % dans l'Union européenne (UE) ; la perte de valeur ajoutée par rapport au troisième trimestre 2019 n'en est pas moins restée de respectivement 4,3 % et 4,2 %. Parmi les principales économies continentales, celles qui avaient particulièrement souffert au printemps ont enregistré les plus fortes hausses : + 18,7 % en France, + 16,7 % en Espagne et + 15,9 % en Italie ; dans le même temps, le PIB allemand qui avait mieux résisté aux premier et deuxième trimestres a crû plus modestement (+ 8,5 %). Dans ce contexte, le taux de chômage européen est resté orienté à la hausse à la fois en zone euro (8,3 % en septembre contre 7,2 % en mars) et dans l'UE (7,5 % en septembre contre 6,5 % six mois plus tôt).

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays européens (en %)



Source : Eurostat

Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km ²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
Population (en millions - au 1 ^{er} janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
Densité de la population au km²	1 017	123	-
PIB 2015 (en volume, en milliards d'euros - Insee)	668,5	2 194,2 (France métrop. : 2 152,5)	30,5 % (31,1 %)
PIB/habitant 2015 (en euros)	55 204	32 967 (France métrop. : 33 409)	-
PIB/emploi 2015 (en euros)	107 715	79 773 (France métrop. : 80 214)	-
Emplois salariés privés (3 ^e trimestre 2020 - Insee)	4 758 688	19 430 616 (France métrop. : 19 060 344)	24,6 % (25,0 %)
Taux de chômage (3 ^e trimestre 2020 - Insee)	8,3 %	9,0 % (France métrop. : 8,8 %)	-

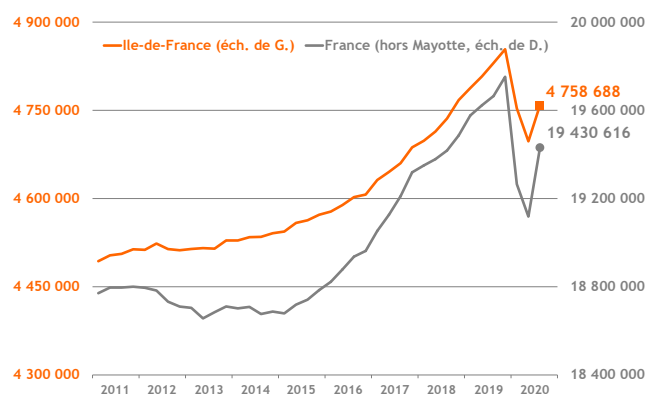
Emploi salarié privé

3^e trimestre 2020 - glissement annuel

- 1,5 %

Après avoir subi un net repli au premier semestre 2020 (plus de 156 000 emplois perdus), l'emploi salarié privé francilien s'est redressé au troisième trimestre 2020 : l'emploi régional a crû de 1,3 % sur un trimestre. Malgré ce rebond, la baisse sur un an est restée de 1,5 % et le déficit d'emplois par rapport au dernier point haut de fin 2019 est encore de plus de 95 000 postes. Au plan sectoriel, les situations sont très hétérogènes. L'été dernier, l'industrie francilienne n'a notamment pas enregistré de hausse de ses effectifs sur un trimestre (- 0,2 %) même si sa progression reste « dans la moyenne » sur un an (+ 1,5 %) ; l'emploi dans la construction a, quant à lui, non seulement évolué favorablement par rapport à son niveau du printemps (+ 1,9 %) mais est surtout supérieur de 3,4 % au niveau qu'il affichait un an auparavant. Au plan national, la tendance est légèrement meilleure qu'en Ile-de-France : l'emploi salarié privé y a augmenté de 1,6 % sur un trimestre et est en repli de 1,2 % sur un an. Par ailleurs, il est probable qu'une nouvelle inflexion à la baisse ait eu lieu fin 2020 et que l'année 2021 s'ouvre sur une tendance baissière.

Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

Demande d'emploi

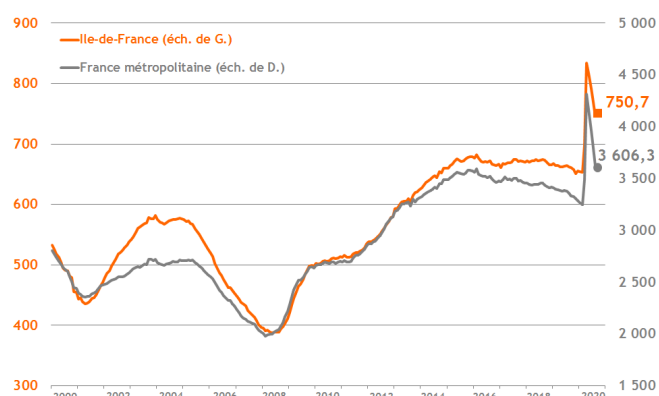
septembre 2020 - glissement annuel

+ 13,6 %

Très nettement reparti à la hausse en mars et en avril derniers (+ 181 400), le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A en Ile-de-France a ensuite amorcé un mouvement de baisse à partir de mai ; ce mouvement s'est poursuivi au début de l'été (- 2,8 % sur un mois en juillet, puis - 3,1 % en août) avant de s'inverser en septembre (+ 0,7 %). Par conséquent, le nombre de DEFM en catégorie A dans la région s'élevait à quelque 750 000 en septembre dernier et était supérieur de 13,6 % à son niveau de septembre 2019 ; Ainsi, non seulement la hausse enregistrée au printemps 2020 est loin d'être effacée, mais le niveau actuel est quasiment deux fois supérieur aux points bas d'avant la récession de 2008-2009. Qui plus est, au niveau national, le reflux du nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité s'avère plus rapide qu'en Ile-de-France : en septembre, l'augmentation sur un an était de 8,2 %.

Note : les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en cinq catégories différentes ; parmi celles-ci, la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Source : Dares

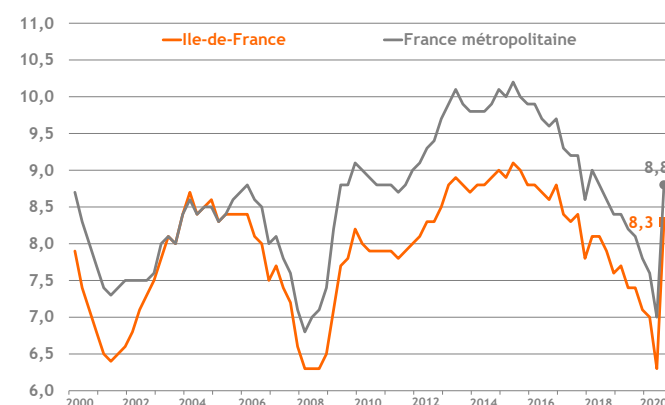
Taux de chômage

3^e trimestre 2020

8,3 %

L'évolution du taux de chômage francilien au troisième trimestre 2020 est venue mettre fin à un paradoxe. En effet, lors du premier semestre, la définition même du chômage avait, de manière contre-intuitive, tiré le taux régional vers le bas : un chômeur doit être disponible immédiatement pour travailler ; or, du fait du confinement, les personnes sans emploi ne l'étaient pas pendant le confinement du printemps. Au cours de l'été, le taux de chômage francilien a évolué de façon plus cohérente avec les tendances de l'emploi salarié et de la demande d'emploi : il a ainsi augmenté de 2,0 points sur un trimestre pour atteindre 8,3 % en moyenne sur l'ensemble du troisième trimestre 2020. L'évolution observée au plan national a été similaire puisque le taux de chômage (8,8 % en France métropolitaine au troisième trimestre) y a également crû de de 2,0 points. Ce mouvement haussier devrait s'étirer au moins jusqu'à l'été 2021.

Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

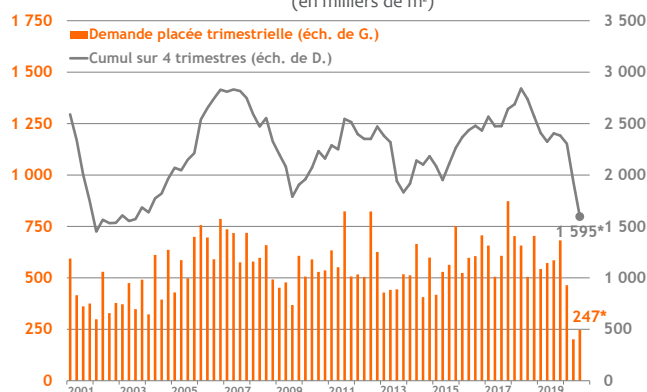
Immobilier d'entreprises

3^e trimestre 2020 - Surfaces de bureaux commercialisés

**246
600
m²**

Après avoir calé dès le début de 2020 (-14,5 % sur un an au premier trimestre et -64,8 % au suivant), la demande placée de bureaux en Ile-de-France tourne depuis au ralenti ; ainsi, les commercialisations de bureaux dans la région se sont élevées à seulement 246 600 m² au troisième trimestre 2020, soit un repli de 57,9 % par rapport au même trimestre de 2019. Sans surprise, aucune transaction d'envergure n'a été enregistrée. Par conséquent, la demande placée cumulée sur les douze derniers mois (i.e. d'octobre 2019 à septembre 2020) a été cantonnée à moins de 1 600 000 m², soit son niveau le plus bas depuis 2003. Les premiers résultats disponibles pour fin 2020 laissent même penser que les commercialisations de bureaux dans la région sur l'ensemble de l'année se sont trouvées au plus bas depuis le début des années 2000.

Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France (en milliers de m²)



Source : GIE Immostat

* : données provisoires pour le troisième trimestre 2020

Prix des logements anciens

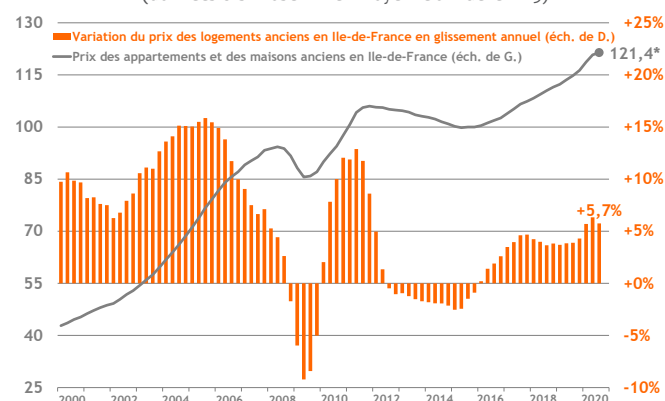
3^e trimestre 2020 - Prix des logements anciens - glissement annuel

+ 5,7 %

Le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) a continué à croître en Ile-de-France au troisième trimestre 2020 mais une légère décélération a été enregistrée ; ainsi, l'évolution s'est élevée à +0,5 % sur un trimestre (après +1,8 % au printemps) et à +5,7 % sur un an (après +6,3 %).

Malgré cette hésitation, la remontée des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 atteint désormais 21,6 %, cette tendance haussière étant toujours principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements (+26,1 % contre +12,8 % pour les maisons). Pour les mois à venir, la demande pour certains biens (petits logements, appartements sans balcon, etc.) reste en retrait, ce qui pourrait avoir des conséquences sur les prix ; en contrepartie, l'assouplissement des conditions d'emprunt immobilier (taux d'endettement maximum porté de 33,0 % à 35,0 %, durée maximale de l'emprunt pouvant atteindre 27 ans, etc.) annoncé pour 2021 par le Haut Conseil de Stabilité Financière devrait stimuler le marché.

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France (données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee

* : données provisoires pour le troisième trimestre 2020

Emploi intérimaire

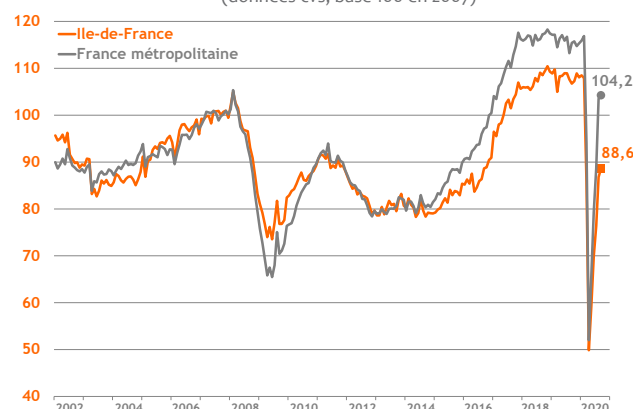
septembre 2020 - glissement annuel

- 17,0 %

Après avoir subi une chute brutale début 2020 (-20,6 % sur un mois en mars et -41,8 % en avril), l'emploi intérimaire en Ile-de-France a commencé à se redresser à partir de la sortie du premier confinement et continue à le faire depuis. Ainsi, au cours de l'été, il a successivement crû de 9,3 % sur un mois en juillet, de 13,7 % en août et de 2,1 % en septembre. Malgré tout, le volume d'emplois intérimaires dans la région (108 722 équivalents temps plein en septembre) est encore en retrait de 17,9 % par rapport au niveau d'avant le début de la crise sanitaire et de 17,0 % par rapport à septembre 2019. Il est à noter que le rebond de l'emploi intérimaire est plus rapide au plan national puisque l'intérim en France métropolitaine accusait en septembre un déficit de 10,8 % par rapport à février et de 9,7 % sur un an. Les premières données disponibles pour fin 2020 montrent que l'emploi intérimaire poursuivait sa remontée en octobre avant un probable nouveau tassement en novembre du fait du second confinement.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein (données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

Créations d'entreprises

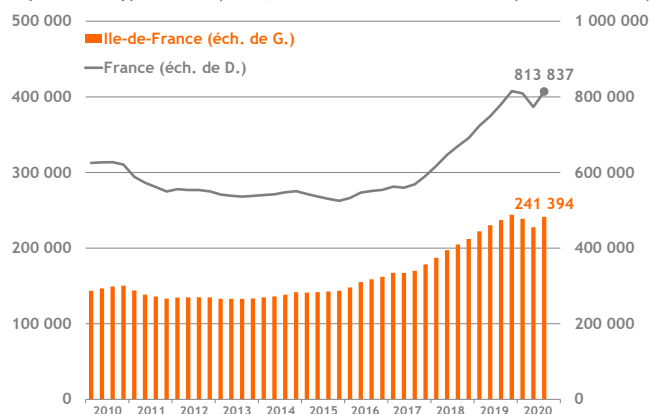
créations d'entreprises - 3^e trimestre 2020

67 255

Plus de 67 000 entreprises ont été créées en Ile-de-France au troisième trimestre 2020 ; ce volume a représenté un net rebond (+ 25,6 % par rapport au troisième trimestre 2019) après les baisses enregistrées lors des deux premiers trimestres de l'année (- 8,1 %, puis - 18,8 %). Grâce à cette hausse, le nombre de créations dans la région sur les douze derniers mois (i.e. d'octobre 2019 à septembre 2020) a déjà quasiment retrouvé son niveau de l'année 2019 (241 394 contre 244 147). Au plan national, la tendance est très rapprochée puisque le rebond estival du volume total de créations d'entreprises (+ 21,5 % en glissement annuel) a porté le cumul sur les douze derniers mois à 813 837 contre 815 257 en 2019. Les informations les plus récentes montrent que le nombre des créations a augmenté de 18,0 % environ en Ile-de-France au quatrième trimestre et que le cap des 250 000 créations aurait été franchi sur l'ensemble de 2020.

Créations d'entreprises en Ile-de-France

(total tous types d'entreprises, données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Défaillances d'entreprises

3^e trimestre 2020 - glissement annuel

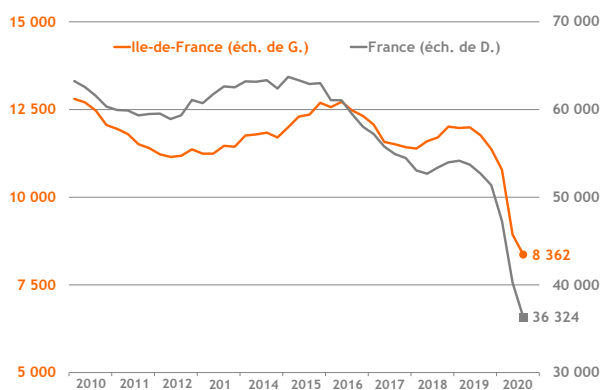
- 26,9 %

Le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France a continué à se réduire au troisième trimestre 2020. Ainsi, le volume des défaillances dans la région a diminué de 26,9 % par rapport à la même période de 2019 après déjà - 59,6 % au deuxième trimestre et - 19,1 % au premier ; en cumul sur les douze derniers mois, il est au plus bas depuis fin 1992. Cette diminution des défaillances a été encore plus marquée au plan national (- 37,6 % en glissement annuel au troisième trimestre 2020).

Toutefois, ce mouvement de baisse est en trompe l'œil : il s'explique en grande partie par les dispositifs d'aide aux entreprises ; compte tenu des difficultés économiques provoquées par la crise sanitaire, il est fort probable que la tendance s'inverse dès l'arrêt des mesures de soutien et donne une image plus réaliste de la situation.

Défaillances d'entreprises

(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Sources : Insee Ile-de-France et Oced (Observatoire consulaire des entreprises en difficulté)

Dépenses de consommation des ménages

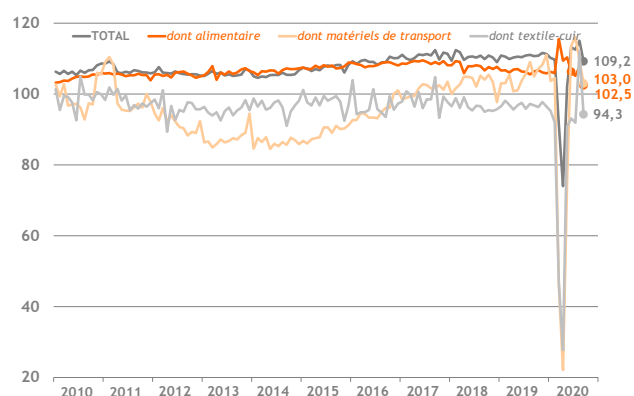
3^e trimestre 2020 - glissement annuel

+ 1,3 %

Après avoir enregistré des variations à deux chiffres, d'abord à la baisse (- 16,6 % en mars et - 19,1 % en avril), puis à la hausse (+ 38,0 % en mai), les dépenses de consommation en biens des ménages français ont évolué sur un rythme moins saccadé au cours de l'été dernier ; ainsi, si la consommation du troisième trimestre 2020 a été supérieure de 16,4 % à celle du deuxième trimestre 2020, elle a aussi été quasiment équivalente à celle du troisième trimestre 2019 (+ 1,3 %). Malgré tout, certains biens ont connu de fortes évolutions : les achats de matériels de transports et de textile et cuir ont notamment bondi de respectivement 55,9 % et 40,9 % au troisième trimestre 2020 par rapport au trimestre précédent ; les achats alimentaires ont quant à eux diminué dans le même temps de 3,3 % et ont même été inférieurs de 0,9 % à leur niveau un an plus tôt. Les données les plus récentes montrent toutefois que la consommation des ménages en biens a de nouveau chuté en novembre, pendant le second confinement.

Indices du volume des ventes de biens en France

(données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

Commerce extérieur

exportations - 3^e trimestre 2020 - glissement annuel

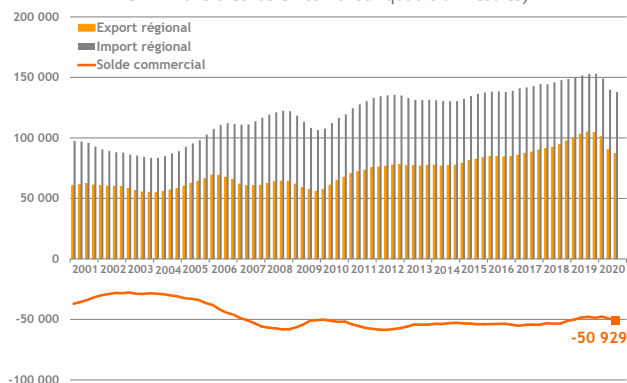
- 14,4 % Après des baisses déjà conséquentes début 2020 (- 11,7 % en glissement annuel au premier trimestre, puis - 40,4 % au deuxième), les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes se sont de nouveau repliées au troisième trimestre 2020 : - 14,4 % par rapport à la même période de 2019. Parallèlement, les importations ont également ralenti mais la décélération a été plus modérée (- 5,5 % en glissement annuel).

Compte tenu du ralentissement plus marqué des exportations que des importations, le déficit commercial francilien s'est creusé au troisième trimestre 2020 : en cumul sur les douze derniers mois (i.e. du quatrième trimestre 2019 au troisième trimestre 2020), il est repassé au-delà des 50,0 milliards d'euros (50,9 milliards d'euros) mais est resté éloigné des 58,0 milliards atteints en 2008 et en 2012.

* CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



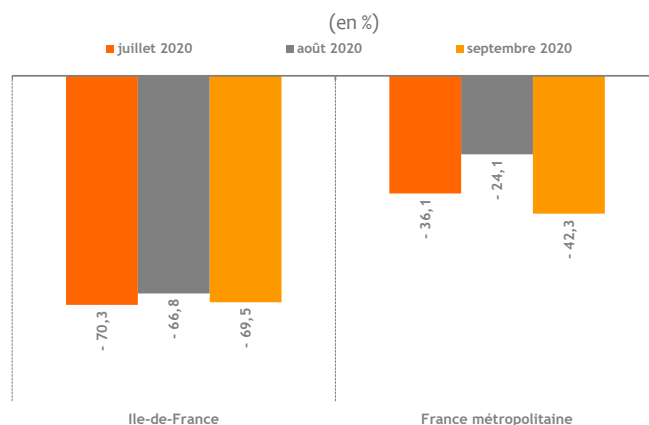
Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

Hôtellerie

septembre 2020 - glissement annuel

- 69,5 % Même si les données de fréquentation hôtelière sont moins complètes depuis le début de l'épidémie de Covid-19, les informations disponibles laissent toutefois apparaître que l'Ile-de-France est plus affectée par la crise sanitaire que les autres régions françaises. En effet, l'absence de la clientèle internationale pénalise particulièrement la région-capitale ; de même, les professionnels qui fréquentent habituellement les salons, les congrès, etc. font cruellement défaut. Qui plus est, entre les deux confinements, le tourisme urbain n'a pas fait recette au troisième trimestre : si les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes notamment ont limité l'ampleur de la baisse de leur fréquentation touristique en août, l'hôtellerie francilienne a subi un repli de son nombre de nuitées de 70,3 % en juillet, de 66,8 % en août et de 69,5 % en septembre.

Evolution sur un an des nuitées dans les hôtels en 2020



Source : Insee, enquête sur la fréquentation des hébergements collectifs touristiques

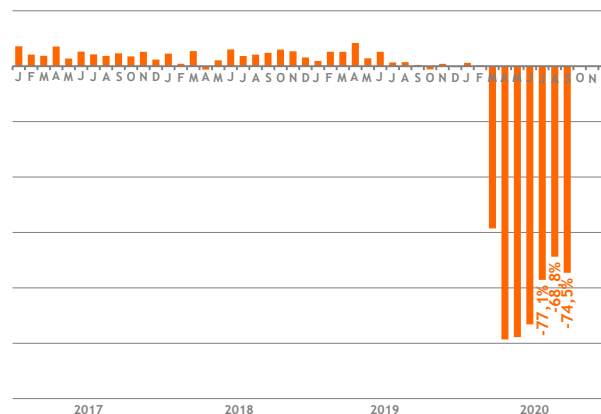
Trafic aéroportuaire

trafic passagers - 3^e trimestre 2020 - glissement annuel

- 73,5 % Après s'être trouvé quasiment à l'arrêt au deuxième trimestre 2020 sur fond de début d'épidémie de Covid-19 et de premier confinement, le trafic passagers de Paris Aéroport est resté très limité au cours de l'été dernier. Ainsi, en moyenne sur l'ensemble du troisième trimestre 2020, il s'est replié de 73,5 % par rapport au troisième trimestre 2019 : le nombre de passagers à Roissy et Orly ne s'est élevé qu'à 8,0 millions de juillet à septembre derniers contre 30,4 millions à la même période en 2019. Les résultats déjà disponibles pour la fin de 2020 montrent que le second confinement est venu fragiliser encore plus ce redémarrage poussif : la baisse s'est élevée à 87,5 % sur un an en novembre ; par conséquent, sur les onze premiers mois de 2020, seuls 31,1 millions de passagers ont fréquenté Roissy et Orly et le bilan annuel devrait tout juste avoisiner les niveaux du milieu des années 1980.

Trafic passagers de Paris Aéroport

(variation par rapport au même mois de l'année précédente)



Source : Paris Aéroport

Industrie

La hausse de l'activité s'est interrompue en septembre

Après s'être nettement redressée en mai et en juin, l'activité industrielle francilienne est restée favorablement orientée en juillet et en août. Toutefois, elle s'est ensuite dégradée à nouveau au cours du mois de septembre. En moyenne, l'industrie régionale fonctionnait en fin de troisième trimestre à 85 % de son niveau d'activité traditionnel pour la période. En effet, même si l'industrie agroalimentaire s'est maintenue à un rythme proche de la normale, le secteur du matériel de transports n'est pas parvenu à rattraper le retard accumulé et a stagné à un niveau bas. Dans ce contexte, le taux d'utilisation de l'outil de production n'était que de 72 % en septembre contre une moyenne de long terme proche de 80 %. Les prévisions pour l'activité future sont alors globalement prudentes, les carnets de commandes s'étant dégarnis et apparaissant parfois insuffisants.

Bâtiment et travaux publics

Fort rebond au cours de l'été

Dans la continuité des tendances de mai et de juin, l'activité du BTP a progressé en Ile-de-France au troisième trimestre 2020. A la faveur des nombreux chantiers en cours, le secteur du bâtiment a même été dynamique, les chefs d'entreprise du secteur jugeant que le niveau d'activité est revenu à un niveau proche de la normale à la fois dans le gros œuvre et dans le second œuvre ; pour faire face à la demande, les embauches se sont poursuivies mais des difficultés à trouver les profils recherchés ont intensifié le recours à la sous-traitance. Dans les travaux publics, l'activité a été soutenue par un « effet rattrapage » mais le niveau est néanmoins resté plus faible qu'en 2019. Pour les mois à venir, malgré le contexte sanitaire, l'optimisme prévaut même si l'enchaînement de deux années électorales est peu propice aux travaux publics.

Services marchands non financiers

Situations toujours hétérogènes d'un secteur à l'autre

L'activité des services marchands franciliens a continué à progresser au troisième trimestre 2020. Les disparités sectorielles sont toutefois restées très conséquentes : l'hôtellerie-restauration a notamment dû faire face à des difficultés majeures et persistantes tandis que dans d'autres secteurs, tels que le conseil pour les affaires et la gestion ou le travail temporaire, l'activité a été dynamique, particulièrement en septembre. Cette amélioration a conduit les chefs d'entreprise franciliens à estimer leur niveau d'activité à 87 % d'un niveau jugé « normal » ; l'écart s'est ainsi réduit avec le niveau national (89 %). S'agissant des perspectives, l'activité dans la région pourrait encore s'approcher de la moyenne hexagonale mais l'hôtellerie-restauration restera sévèrement affectée.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.
www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france

Dossier du trimestre

Les salons : des halls désespérément vides !

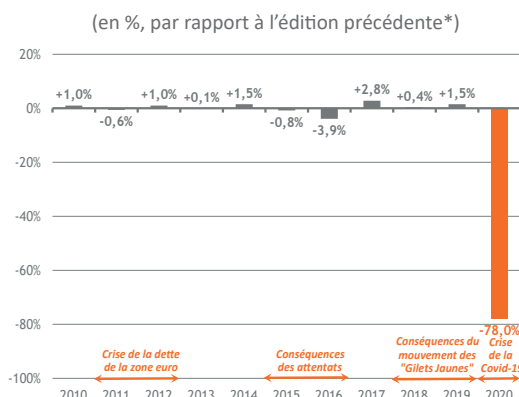
La crise sanitaire de la covid-19 a entraîné une crise économique mondiale historique. Les salons ont été l'un des secteurs les plus affectés. De mars à décembre 2020, les différentes mesures prises par les pouvoirs publics (confinements, restrictions réglementaires de déplacement et de regroupement, etc.) ont eu pour conséquence de mettre la filière quasiment à l'arrêt.

La crise que traverse le média salon est de loin la plus grave jamais enregistrée. Les conséquences de la crise de la dette dans la zone euro (2010-2011), celles des attentats (2015-2016) ou encore celles du mouvement des « Gilets Jaunes » (2018-2019) sont devenues bien relatives. La fréquentation des visiteurs, la présence des exposants et la surface nette occupée par les stands ont ainsi chuté de près de 80 %.

317 salons ont été annulés ou organisés en version digitale en 2020 (soit 71 % de ceux qui se tiennent habituellement). Les salons internationaux phares franciliens (SIAL, Eurosatory, la session de septembre de Maison&Objet, Viva technology, Euronaval, JEC World, All4pack, Silmo, Equiphôtel, Nautic, World Nuclear Exhibition, Global Industrie, etc.) figurent parmi les plus touchés. 85 000 entreprises n'ont ainsi pas pu exposer et conclure des ventes (soit 79 % du nombre habituel d'exposants annuels). 7,4 millions de visiteurs ne sont pas venus (79 % de la fréquentation annuelle habituelle). L'impact économique pour les entreprises et le territoire francilien est colossal : 17,2 milliards d'euros de ventes n'ont pas été réalisés par les entreprises et 3,4 milliards d'euros de retombées économiques ont été perdues par l'Ile-de-France.

Au-delà des aides déployées par les pouvoirs publics, les professionnels attendent avant tout un signal pour reprendre leur activité. Aucune date n'est aujourd'hui prévue par le gouvernement pour la relance de la filière. Or, un salon nécessite

Evolution de la fréquentation des visiteurs sur les salons franciliens



* : pour les salons annuels ou biennaux, l'édition précédente s'est déroulée en 2019, pour les biennaux en 2018 et pour les triennaux en 2017

Source : CCI Paris Ile-de-France

plus de 6 mois de préparation ; sans perspectives, les organisateurs sont contraints d'annuler les événements programmés d'ici à août 2021. Ainsi, 50 salons sont d'ores et déjà annulés, dont de grands salons internationaux (Salon de l'aéronautique du Bourget, salon international de l'agriculture, salon international de la machine agricole, Première Vision, salon international de la lingerie, Interfilière, Texworld, Santexpo, Bijorhca, salon mondial du tourisme).

Pour en savoir plus :

« Des Halls désespérément vides ! », indicateur d'activité des salons en Ile-de-France de la CCI Paris Ile-de-France, décembre 2020 :

<https://www.cci-paris-idf.fr/etudes/grand-paris/tourisme-congres-salons/indicateur-activite-salons-ile-de-france-annee-2020-etudes>

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.cci-paris-idf.fr dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur Twitter https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF

Responsable : Isabelle SAVELLI
Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
Services : Bénédicte GUALBERT
Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI
Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX
Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source
Dépot légal : Janvier 2021
ISSN : 1266-3255